

La religion, une affaire purement privée ?

Le débat relatif à l'introduction éventuelle d'un cours unique d'enseignement aux valeurs – Werteunterricht – a ravivé la discussion concernant la légitimité de la présence d'un discours religieux dans le cadre de l'école en particulier et de la société en général. Ceux qui mettent en question la légitimité d'une telle présence affirment que la religion est une affaire purement privée. Dans cette contribution, j'ose ne pas être politiquement correct en défendant la thèse que le discours religieux a bel et bien sa place dans l'espace public.

Norbert
Campagna

Acte de foi et discours religieux

Si par l'affirmation, si souvent entendue ces derniers temps, que la religion est une affaire purement privée, on entend simplement dire que la décision de croire ou non en tel Dieu ou même en un Dieu relève en dernière instance de l'individu et qu'elle ne saurait faire l'objet d'un devoir imposé, si nécessaire par la contrainte, par une autorité publique, civile ou religieuse, il n'y a guère à redire. Mais si cela doit aussi signifier que le discours religieux ou d'inspiration religieuse doit être relégué dans la sphère privée, on est en droit de se demander si le dogmatisme et l'intolérance, qui ont malheureusement aussi été l'apanage des grandes religions – mais pas d'elles seulement –, n'ont pas changé de camp et si la pensée non religieuse – dont je me réclame et pour l'intégrité de laquelle je me bats – ne s'est pas muée, chez certains du moins, en une nouvelle sorte de fanatisme.

Aucun discours ne détient toute la vérité

Le discours religieux a sa place sur la place publique, une place qui n'est pas et ne saurait pas être hégémonique, mais qui a et doit avoir une place parmi les nombreux autres discours. Le discours religieux doit apprendre des autres discours et les autres discours doivent à leur tour apprendre du discours religieux. Aucun discours ne saurait prétendre détenir la vérité à lui tout seul et pouvoir se passer de l'apport critique et constructif des autres discours. Lorsqu'il s'agit par exemple de savoir si les êtres humains doivent utiliser les possibilités qui leur sont offertes par les nouvelles technologies – je songe par exemple au clonage –, la discussion publique doit aussi rester ouverte aux voix

des grandes religions. Non point que la Bible, le Coran, les Upanishads, etc., puissent livrer des réponses toutes faites aux questions soulevées, mais ces textes et les interprétations qui en sont données peuvent faire apparaître des aspects nouveaux et dès lors enrichir le débat et en augmenter la complexité¹. Il serait tout simplement irresponsable de négliger les points de vue apportés par les religions, sous prétexte que par le passé, les autorités religieuses ont parfois fait taire tout discours public qui était critique vis-à-vis du discours religieux et des arguments qu'il avançait.

Nous vivons aujourd'hui à une époque qui semble disposée à réduire la réalité et la rationalité à leurs seules dimensions scientifiques. Certes, la science nous permet d'aller sur la lune et de combattre de nombreuses maladies. Mais il serait faux et dogmatique d'en déduire qu'il est possible de réduire la réalité et la rationalité à leurs seules dimensions scientifiques. Ne commettons pas la même erreur que la religion, qui consiste à « absolutiser » un type de discours et un type de rationalité.

Discours religieux et droits de l'Homme

Certains diront que seul un discours respectueux des droits de l'Homme a droit de cité sur la place publique. Et ils pointeront du doigt le fait que dans le cadre du discours catholique, pour me limiter à lui, on trouve certaines affirmations ou positions contraires aux droits de l'Homme, notamment l'interdiction qui est faite aux femmes d'accé-

Le discours religieux doit apprendre des autres discours et les autres discours doivent à leur tour apprendre du discours religieux.

Norbert Campagna enseigne la philosophie à l'Université du Luxembourg et soutiendra prochainement son habilitation à diriger des recherches à l'université de Paris XII.

der à la prêtrise ou encore le refus de célébrer le mariage entre personnes du même sexe. A cela il faut répondre qu'il serait faux de réduire les droits de l'Homme à un catalogue indéfiniment extensible de normes particulières. Ce serait là perdre de vue la forêt pour ne plus voir que les arbres. L'essentiel des droits de l'Homme, c'est une certaine idée, à savoir l'idée du respect inconditionnel de la personne humaine. Or de même que le fait de permettre aux femmes d'accéder à telle ou telle fonction ne prouve pas encore nécessairement que l'on respecte les femmes, le fait de les exclure de certaines fonctions ne prouve pas encore nécessairement que l'on ne veuille pas les respecter. Ne criions donc pas trop tôt à la violation flagrante des droits de l'Homme.

Il ne fait pas de doute que le discours religieux dérange aujourd'hui. A tout le moins, il n'est pas politiquement correct. Sans remettre en question le principe de la dignité humaine – et en cela, il se distingue du discours de certaines idéologies politiques de triste mémoire –, il rappelle l'être humain à la question du sens. Si on a parfaitement le droit de refuser les réponses que les religions apportent à cette question, il me semble néanmoins important de la poser et d'en maintenir la présence dans l'espace public. Cette question du sens nous rappelle à tout moment qu'il y a encore autre chose que nos désirs momentanés et que la satisfaction d'un désir doit aussi faire sens. Sens pour soi-même, mais également pour les autres, car nous ne vivons pas chacun seul sur une île déserte.

La question du sens

Or la postmodernité dans laquelle nous nous trouvons – si nous n'avons pas même déjà accédé à la post-postmodernité – semble avoir évacué la question du sens. Les grands récits qui donnaient sens à l'agir humain ne sont plus à la mode. Même le grand récit du progrès bat de l'aile. Qui croit encore sérieusement aujourd'hui qu'un jour, l'humanité connaîtra l'âge d'or et que tous les développements techniques et autres que nous connaissons ont pour objet le perfectionnement indéfini du bien-être humain ? Le récit de l'utopie scientifique, qui a nourri l'esprit européen de More à Marx, en passant par Bacon et quelques autres, n'est plus guère crédible².

La science et l'économie ne sont plus aujourd'hui au service d'un grand idéal émancipateur. D'un côté, on pourra s'en réjouir, car l'idéal émancipateur avait souvent tendance à se draper dans le manteau d'un despotisme bienveillant des experts ès progrès de l'espèce humaine. Mais est-ce à dire qu'il faut abandonner l'idéal d'un monde meilleur ? Doit-on se plier à ce qui est ? Je ne le pense pas et je pense par ailleurs que le discours religieux peut aujourd'hui constituer l'une des multiples sources qui peuvent servir à alimenter le grand fleuve du discours émancipateur dont nous avons besoin

pour éviter le pire – un but bien plus modeste, mais en même temps aussi bien plus nécessaire et fédérateur que l'instauration du paradis sur terre.

Indispensable transcendance

Un élément me semble essentiel dans ce contexte, à savoir celui de la transcendance. La pire des choses qui puisse arriver à un individu, à une société ou à l'humanité entière à un moment donné, c'est de se replier entièrement sur soi-même et de se poser comme point de référence normatif ultime. La religion maintient vive cette pensée de la transcendance, et ceux qui aujourd'hui s'insurgent contre l'intrusion du discours religieux dans la sphère politique sont aveugles au potentiel révolutionnaire de ce discours. Le discours religieux pose en effet Dieu comme seule instance souveraine, les êtres humains ne disposant que de l'exercice de la souveraineté. Dès lors, cet exercice pourra toujours être mesuré à l'aune de quelque chose qui le dépasse. Aucune souveraineté humaine, même pas celle du souverain le plus absolu, ne pourra échapper au jugement des êtres humains.

Le discours religieux est donc, avec le discours transcendantaliste d'inspiration kantienne dont je me réclame, l'un de ces discours qui pointent au-delà de toute immanence, de tout donné, et qui somme toute instance concrète et historiquement



BUREAUTIQUE
ROSY WAGNER-BRAUCKMANN

NEU

**EXKLUSIV
IN LUXEMBURG**

„SITZFLÄCHE BEWEGT SICH
NACH VORNE,
NACH LINKS, RECHTS
UND NACH HINTEN
ÜBER DAS US-PATENTIERTE
DONDOLA SITZGELENK“

BUREAUTIQUE
ROSY WAGNER-BRAUCKMANN

27, rue de la Barrière / L-1215 Luxembourg
T. +352 44 88 08-1 / F. +352 44 88 08-99
www.wagner-brauckmann.lu / rosy@wagner-brauckmann.lu

Il est grand temps que les démocraties libérales apprennent à ne plus avoir peur de la religion et des religions. Aujourd'hui, les grands décideurs économiques détiennent un pouvoir de nuisance bien plus grand que les décideurs religieux.

située de se justifier. Aucun être humain, aucun parlement, aucune autorité, politique ou religieuse, ne peut occuper ce lieu que les croyants font occuper à Dieu et que je préfère concevoir selon le modèle d'une idée régulatrice, de quelque chose que nous devons présupposer pour donner sens à nos actes et pour en même temps leur fixer des limites³.

L'école publique et la religion

Le discours religieux a sa place dans le cadre de l'école publique. Non pas en tant que discours servant à manipuler les esprits – les médias s'en sont déjà occupés depuis longtemps, et cela sans qu'une association comme Liberté de conscience ne proteste –, mais en tant que discours servant à réveiller les esprits endormis par le discours positiviste et unidimensionnel ambiant. La religion ne doit être enseignée ni comme un simple fait sociologique – le fameux fait religieux –, ni comme vérité dernière. Elle doit l'être comme un lieu de questionnement relatif à notre condition humaine et comme horizon de sens – mais comme un horizon parmi d'autres – et par là également comme un horizon critique. Critique en particulier de ce « sens unique » que veut nous vendre l'obscurantisme laïciste, car certains devraient aussi balayer devant leur propre porte. Il ne s'agit donc pas de faire croire, mais d'apprendre à voir les choses différemment. Non pas parce que la diversité aurait une valeur intrinsèque – dans ce cas, on justifierait aussi la présence d'un discours raciste ou xénophobe dans nos écoles –, mais parce qu'elle est un moyen permettant d'avancer dans la recherche d'une organisation sociale plus juste.

Devra-t-on dès lors ouvrir l'école à toutes les confessions religieuses ? Pas nécessairement. Mais cela ne risque-t-il pas de soulever l'objection d'arbitraire ? Mais serait-ce le seul arbitraire ? N'est-ce pas également arbitraire de ne pas parler de tel ou tel courant philosophique dans le cours de philosophie ? Ou bien de ne pas parler en détail de l'histoire du Portugal dans le cours d'histoire alors que de nombreux élèves sont de nationalité portugaise ? Dans le cadre de l'enseignement, des choix sont constamment faits, et ces choix le sont le plus souvent au détriment des positions minoritaires. A l'heure actuelle, il me semble que le catholicisme, le protestantisme, le judaïsme, la religion orthodoxe et l'islam devraient pouvoir être présents dans le cadre de l'école publique.

Conclusion

Je suppose que ce que je viens de dire ne convaincra pas les adversaires fanatiques du discours religieux qui, à l'instar d'un Michel Onfray⁴, réduisent la religion à son côté négatif, ce qui témoigne soit de leur mauvaise foi, soit d'un manque d'information évident, soit, pire encore, d'une volonté de manipuler les esprits. Ou alors, comme à nouveau

Onfray, ils ne retiennent de la religion que l'aspect « vademecum pour le paradis ». Sur ce dernier point, je pourrais dire ce que j'ai dit au début de cet article : la décision de préférer ce monde-ci au paradis est une décision purement privée et il ne saurait être question qu'une autorité civile ou religieuse m'oblige à suivre la voie qui mène au paradis ou à suivre une voie uniquement sous prétexte qu'elle mène au paradis. Mais la religion est bien plus qu'un simple « vademecum pour le paradis ». Elle est un des multiples discours qui contribuent à structurer et à organiser le vivre ensemble des êtres humains. Que des autorités aient dénaturé ce discours, que certains aient prétendu ou prétendent encore parler au nom de Dieu pour, par là, s'exonérer de l'effort de participation à un débat critique qui les obligera à prêter attention aux soucis des autres, ne saurait être une raison suffisante pour rejeter en bloc le discours religieux dans la sphère privée. La présence des religions dans l'espace public a causé du tort, mais leur disparition complète de cet espace pourrait causer un tort bien plus grand.

Il est grand temps que les démocraties libérales apprennent à ne plus avoir peur de la religion et des religions. Aujourd'hui, les grands décideurs économiques détiennent un pouvoir de nuisance bien plus grand que les décideurs religieux. Et la religion peut nous aider – mais elle n'est pas la seule à pouvoir le faire – à donner à nouveau sens à un monde qui s'enferme toujours plus dans l'unidimensionnalité du technicisme et de l'économisme. Si la religion doit accepter la liberté de penser, la liberté de penser doit accepter de s'abreuver également à des sources religieuses.

¹ Mais un plus grand degré de complexité est-il souhaité ? N'est-il pas plus facile de dire que quiconque a des doutes au sujet de la moralité de l'avortement est un obscurantiste manipulé par le Vatican et qu'il veut ramener l'humanité 100 ans en arrière plutôt que de chercher à comprendre d'où lui viennent ces doutes, quelles conséquences il est prêt à tirer et comment la situation concrète pourrait être réglementée de telle manière qu'il soit tenu compte à la fois de ces doutes et de la détresse des femmes qui pensent avorter.

² Bien sûr, tout le monde a le mot « progrès » à la bouche. Et tout le monde identifie le progrès à ce qui est nouveau. Quelqu'un s'imaginerait-il une nouvelle méthode pédagogique ? On la célébrerait comme un grand progrès pour l'humanité et on la mettrait immédiatement à l'œuvre. La question n'est donc plus tant « A quoi cela sert-il exactement ? », mais « Est-ce nouveau ? ». Et gare à quiconque émet des doutes au sujet de quelque chose de nouveau. Il se fera immédiatement taxer de ringard par les idéologues du nouveaïsme.

³ J'ai ébauché cette idée dans le dernier chapitre de Norbert Campagna, *Le droit, la nature et la volonté* (Paris 2006). Pour un développement plus approfondi, voir Norbert Campagna, *La souveraineté. De ses limites et de ses juges* (Laval/Québec, en cours d'impression).

⁴ Voir Michel Onfray, *Traité d'athéologie* (Paris 2005). Ce livre est par moments consternant de naïveté. On y retrouve les tirades bien connues d'un Karl-Heinz Deschner, sauf que maintenant, elles n'ont plus l'aspect de la nouveauté. Je pense que le fait d'avoir trouvé le livre d'Onfray en faisant mes courses à l'Intermarché d'Aumetz en dit long sur l'intérêt proprement scientifique de l'ouvrage. Mais malheureusement, ceux qui vilipendent le discours religieux n'ont cure de recherches scientifiques sérieuses sur les questions qu'ils abordent, et ce alors qu'ils adulent la science – mais il s'agit des sciences naturelles.